CONSEIL D'ETAT - RAAD VAN STATE
LEGISLATION - WETGEVING
- 7 -11- 1985
Transmis à M. Considération
Overgezonden aan de H.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Secrétaire d'Etat à la Fonction publique, le 30 juillet 1985 , d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant la réglementation relative à la réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents survenus sur le chemin du travail et des maladies professionnelles dans le secteur public", a donné le 14 octobre 1985 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 30e juli 1985 door de Staatssecretaris voor Openbaar Ambt verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende wijziging van de reglementering betreffende de schadevergoeding voor arbeidsongevallen, voor ongevallen op de weg naar en van het werk en voor beroepsziekten in de overheidssector", heeft de 14e oktober 1985 het volgend advies gegeven :

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'Etat attire l'attention sur le fait qu'en raison de la démission du Gouvernement, la compétence de celui-ci se trouve limitéeà l'expédition des affaires courantes. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien de la compétence ainsi limitée, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

+

PREAMBULE.

Le projet exécutant la loi du 3 juillet 1967 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents survenus sur le chemin du travail et des maladies professionnelles dans le secteur public, il n'y a pas lieu de viser l'article 66, alinéa 2, de la Constitution. L'alinéa ler doit, dès lors, être omis.

L'alinéa 2 (devenant l'alinéa ler) serait mieux rédigé comme suit :

"Vu la loi du 3 juillet 1967 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents survenus sur le chemin du travail et des maladies professionnelles dans le secteur public, modifiée

.../...

par les arrêtés royaux du 25 août 1971 et du 8 novembre 1971, les lois du 12 juin 1972 et du 13 juillet 1973, l'arrêté royal du 16 mai 1977, l'arrêté royal n° 23 du 27 novembre 1978 et l'arrêté royal n° 280 du 30 mars 1984;".

A la fin de l'alinéa 4 (devenant l'alinéa 3), il y a lieu d'ajouter les mots "..., notamment l'article 2;".

L'alinéa 5 (devenant l'alinéa 4) devrait être rédigé de la manière suivante :

"Vu l'arrêté royal du 12 juin 1970 relatif à la réparation, en faveur des membres du personnel des organismes d'intérêt public, des dommages résultant des accidents du travail et des accidents survenus sur le chemin du travail, notamment l'article 5 et l'article 9, modifié par les arrêtés royaux du 10 octobre 1973 et du 13 novembre 1973;".

FORMULE DE PROPOSITION.

Dans la formule de proposition, il y a lieu d'écrire "Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique".

DISPOSITIF.

Remarque générale.

Au début de l'intitulé des chapitres Ier, II, III et IV, il conviendrait d'écrire "Modification de

.../...

l'arrêté royal ...".

+

Article ler.

La rédaction suivante est proposée :

"Article ler.-

Dans l'article 4bis, § ler, inséré dans l'arrêté royal du 24 janvier 1969 relatif à la réparation en faveur des membres du personnel des administrations et des autres services de l'Etat, de certains membres du personnel des établissements d'enseignement subventionnés et des centres psycho-médico-sociaux et offices d'orientation scolaire et professionnelle subventionnés, des dommages résultant des accidents du travail et des accidents survenus sur le chemin du travail, par l'arrêté royal du 13 novembre 1973, le 4° est remplacé par la disposition suivante :

"4° pour des raisons médicales".

Article 3.

Il est proposé de libeller l'article de la manière suivante :

"Article 3.-

L'article 9, alinéa 4, modifié par l'arrêté royal du 13 novembre 1973, du même arrêté, est remplacé par l'alinéa suivant :

"Si l'accident n'a entraîné aucune invalidité permanente, le service visé à l'article 6 notifie à la victime la décision du Service de santé administratif. En cas d'accord de la victime, cet accord est constaté dans une lettre adressée à la victime sous pli recommandé à la poste".

Le texte proposé ci-dessus ne dispose plus que la notification remplace l'arrêté ministériel. Il est proposé d'insérer une disposition ayant le même objet à l'article 10 de l'arrêté royal précité du 24 janvier 1969.

Article 4.

Dans le texte français de la disposition en projet, les mots "le Ministre peut requérir le concours médical du Service de santé administratif" ne sont pas adéquats puisque, selon le rapport au Roi, le Service de santé administratif peut toujours refuser de produire le dossier médical lorsque celui-ci contient des éléments du "secret médical professionnel". Cette considération conduit à introduire dans les deux versions du texte en projet une précision garantissant le respect du secret médical.

.../...

Il est dès lors proposé d'écrire, pour la disposition en projet :

"Article 9bis. En cas de subrogation de plein droit, prévue à l'article 14, § 3, de la loi, le Ministre peut faire appel au concours médical du Service de santé administratif qui, sous réserve des impératifs du secret médical, est tenu d'y donner suite dans toute procédure tant amiable que contentieuse".

Article 5.

Au paragraphe 4, alinéa 2, du texte en projet, les mots "Sans tarder" sont imprécis et de nature à compromettre les droits des intéressés. Il est proposé de prévoir un délai déterminé pour le dépôt des conclusions médicales.

Compte tenu de cette observation et de celle qui a été faite sous l'article 3, la rédaction suivante est proposée pour l'article :

"Article 5.-

A l'article 10 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 13 novembre 1973, sont apportées les modifications suivantes :

1° Au paragraphe 1er, les mots "à dater de la décision ministérielle ou du jugement définitif" sont remplacés par les mots "à dater de la décision ministérielle, de la notification constatant l'accord prévue à l'article 9,

.../...

alinéa 4, ou d'une décision passée en force de chose jugée" (1).

2° L'article est complété par un paragraphe 4, rédigé comme suit :

"§ 4. Si aucune demande en révision n'a été introduite, le Ministre demande d'office, au plus tard six mois avant l'expiration du délai de révision, au Service de santé administratif, d'examiner la victime.

Les conclusions médicales sont communiquées au Ministre et à la victime au moins ... avant l'expiration du délai de révision. Sur base de ces conclusions, la victime ou l'autorité peut introduire une demande en révision conformément au paragraphe 2 ou au paragraphe 3".

.../...

---

(1) Cfr. Code judiciaire, article 28.

Article 6.

La rédaction suivante est proposée :

"Article 6.-

A l'article 11 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 13 novembre 1973, sont apportées les modifications suivantes :

1° Le paragraphe 1er est complété par l'alinéa suivant :

"La décision du Service de santé administratif est reprise dans un arrêté ministériel et notifiée à la victime".

2° Au paragraphe 2, les mots "suite à la demande en révision prévue au § 3 de l'article 10" sont remplacés par les mots : "à la suite de la demande en révision ou de la demande d'examen médical visées respectivement à l'article 10, § 3 et § 4".

Article 7.

Il est proposé de scinder l'article en deux, un article 7 contenant le paragraphe 1er du projet et un article 8 contenant le paragraphe 2.

Si cette suggestion est suivie, il y a lieu de modifier la numérotation des articles qui suivent.

Article 9 (devenant l'article 10).

Dans l'article 18 en projet, il y a lieu de supprimer les mots "du présent arrêté".

.../...

Article 10 (devenant l'article 11).

La rédaction suivante est proposée :

"Article 11.-

A l'article 21 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 25 août 1971, sont apportées les modifications suivantes :

1° ... (comme au 1° du projet).

2° L'article est complété par un alinéa 4, rédigé comme suit :

"... (la suite comme à la disposition en projet sous le 2°, sauf à écrire "passée en force de chose jugée")".

Article 12 (devenant l'article 13).

Il est proposé de rédiger la disposition en projet comme suit :

"Article 23. Le capital est exigible à dater :

1° de la demande prévue à l'article 12, § 1er, alinéa 1er, de la loi;

2° de l'expiration du délai ... (la suite comme au 2° du projet, sauf à écrire "passée en force de chose jugée")".

Article 13 (devenant l'article 14).

Le texte actuel de l'article 32 de l'arrêté royal du 24 janvier 1969 réserve le cas des bénéficiaires de cet arrêté dont le statut est fixé par la loi. Cette réserve doit être maintenue, le Roi n'ayant pas le pouvoir de modifier le droit au traitement, tel qu'il résulte de dispositions législatives.

La rédaction suivante est proposée :

"Article 14.-

L'article 32 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 25 août 1971, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 32. Les membres du personnel soumis au présent arrêté et dont le statut peut être fixé par le Roi, le Ministre ou toute autre autorité administrative, conservent, pendant la période de l'incapacité temporaire, la rémunération due en raison de leur contrat de travail ou de leur statut".

Article 14 (devenant l'article 15).

La phrase liminaire devrait être rédigée comme suit :

"Un article 32bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :".

Article 17 (devenant l'article 18).

La rédaction suivante est proposée :

"Article 18.-

Dans l'article 9, § 2, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 10 octobre 1973, les mots "ou par application de la loi du 6 juillet 1971 portant création de la Régie des Postes" sont remplacés par les mots "ou par application soit de la loi du 1er juillet 1971 portant création de la Régie des transports maritimes, soit de la loi du 6 juillet 1971 portant création de la Régie des postes".

.../...

Article 18 (devenant l'article 19).

Pour la raison donnée dans l'observation relative à l'article 4 du projet, il est proposé de rédiger l'article 9bis en projet de la manière suivante :

"Article 9bis. En cas de subrogation de plein droit, prévue à l'article 14, § 3, de la loi, l'autorité peut faire appel au concours médical du Service médical qui, sous réserve des impératifs du secret médical, est tenu d'y donner suite dans toute procédure tant amiable que contentieuse".

Article 19 (devenant l'article 20).

Dans le texte français du paragraphe 4, alinéa 1er, en projet, il y a lieu d'écrire "au Service médical" au lieu de "au Service de santé administratif".

La rédaction suivante est proposée pour l'alinéa 2 de ce paragraphe 4 :

"Les conclusions médicales sont communiquées dans les meilleurs délais à l'autorité et à la victime. Sur base de ces conclusions, celles-ci peuvent introduire une demande en révision conformément au paragraphe 2 ou au paragraphe 3".

Article 20 (devenant l'article 21).

La rédaction suivante est proposée :

"Article 21.-

A l'article 13 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

.../...

1° Le paragraphe 1er est complété par l'alinéa suivant :

"La décision du Service médical est reprise dans une décision de l'autorité et notifiée à la victime".

2° Au paragraphe 2, les mots "suite à la demande en révision prévue à l'article 12, § 3" sont remplacés par les mots "à la suite de la demande en révision ou de la demande d'examen médical visées respectivement à l'article 12, § 3 ou § 4".

Article 23 (devenant l'article 24).

A la fin de l'article 19 en projet, il y a lieu d'écrire "aux bénéficiaires du présent arrêté".

Article 25 (devenant l'article 26).

La rédaction suivante est proposée :

"Article 26.-

§ 1er. Dans le cas où une maladie professionnelle entraîne une incapacité présentant un caractère de permanence avant le 6 avril 1984, la valeur de la rente ... (la suite comme au paragraphe 1er, alinéas 1er, 2 et 3, de l'article 25 du projet).

§ 2. Dans le cas prévu au paragraphe 1er, si le bénéficiaire ... (la suite comme au paragraphe 2, alinéas 1er et 2, de l'article 25 du projet).

.../...

§ 3. Dans le cas prévu au paragraphe 1er, le capital est payé ... (la suite comme au paragraphe 3 de l'article 25 du projet, sauf à écrire, au 2°, "la décision passée en force de chose jugée")".

Article 26 (devenant l'article 27).

Cet article serait mieux rédigé comme suit :

"Article 27.-

§ 1er. Les articles 11, 12, 13 et 26 du présent arrêté produisent leurs effets le 6 avril 1984.

Toutefois les articles 11 et 13 ne sont pas applicables aux accidents du travail, aux accidents survenus sur le chemin du travail et aux maladies professionnelles si la date de la consolidation ou la date à laquelle l'incapacité présente un caractère de permanence, est antérieure au 6 avril 1984.

§ 2. L'article 18 du présent arrêté produit ses effets le 1er mars 1974.

§ 3. Les autres articles du présent arrêté entrent en vigueur le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel il aura été publié au Moniteur belge.

Toutefois les articles 7, 8, 9, 10 et 22 ne sont pas applicables aux accidents du travail, aux accidents survenus sur le chemin du travail et aux maladies professionnelles si la date de la consolidation ou la date à laquelle l'incapacité temporaire présente un caractère de permanence se situe avant la date définie à l'alinéa 1er".

---

Rekening houdend met het ogenblik waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht op het feit dat de Regering wegens haar ontslag, alleen nog bevoegd is voor het afhandelen van de lopende zaken. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de Regering in aanmerking kan nemen als zij te oordelen heeft of het vaststellen of wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

+

AANHEF.

Aangezien het ontwerp strekt tot uitvoering van de wet van 3 juli 1967 betreffende de schadevergoeding voor arbeidsongevallen, voor ongevallen op de weg naar en van het werk en voor beroepsziekten in de overheidssector, is er geen reden om naar artikel 66, tweede lid, van de Grondwet te verwijzen. Het eerste lid moet derhalve vervallen.

Het tweede lid (dat het eerste lid wordt), zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Gelet op de wet van 3 juli 1967 betreffende de schadevergoeding voor arbeidsongevallen, voor ongevallen op de weg naar en van het werk en voor beroepsziekten in de overheidssector, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 25 augustus 1971 en 8 november 1971, de wetten van 12 juni 1972 en 13 juli 1973, het koninklijk besluit van 16 mei 1977, het ko-

ninklijk besluit nr. 23 van 27 november 1978 en het koninklijk besluit nr. 280 van 30 maart 1984;".

In het vierde lid (dat het derde lid wordt), dienen achteraan de woorden "..., inzonderheid op artikel 2;" te worden toegevoegd.

Het vijfde lid (dat het vierde lid wordt), zou als volgt moeten worden gesteld :

"Gelet op het koninklijk besluit van 12 juni 1970 betreffende de schadevergoeding ten gunste van de personeelsleden der instellingen van openbaar nut voor arbeidsongevallen en voor ongevallen op de weg naar en van het werk, inzonderheid op artikel 5 en op artikel 9, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 10 oktober 1973 en 13 november 1973;".

VOORDRACHTFORMULIER.

In het voordrachtformulier dient "Minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt" te worden geschreven.

BEPALEND GEDEELTE.

Algemene opmerking.

In het opschrift van de hoofdstukken I, II, III en IV, zou vooraan "Wijziging van het koninklijk besluit ..." moeten worden geschreven.

+

.../...

Artikel 1.

De volgende redactie wordt voorgesteld :

"Artikel 1.-

In artikel 4bis, § 1, bij het koninklijk besluit van 13 november 1973 ingevoegd in het koninklijk besluit van 24 januari 1969 betreffende de schadevergoeding, ten gunste van de personeelsleden der Rijksbesturen en der andere Rijksdiensten, van sommige leden van het personeel der gesubsidieerde onderwijsinrichtingen en der gesubsidieerde psycho-medisch-sociale centra en diensten voor studie- en beroepsoriëntering, voor arbeidsongevallen en voor ongevallen op de weg naar en van het werk, wordt het 4° vervangen door de volgende bepaling :

"4° om medische redenen".

Artikel 3.

Voorgesteld wordt het artikel als volgt te stellen :

"Artikel 3.-

Artikel 9, vierde lid, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 13 november 1973, van hetzelfde besluit, wordt vervangen door het volgende lid :

"Wanneer het ongeval geen blijvende invaliditeit heeft veroorzaakt, brengt de in artikel 6 bedoelde dienst de beslissing van de Administratieve Gezondheidsdienst ter kennis van de getroffene. Indien de getroffene akkoord

.../...

gaat met die beslissing, wordt dat akkoord vastgesteld in een ter post aangetekende brief die aan de getroffene wordt gericht".

De voorgestelde tekst bepaalt niet meer dat de kennisgeving het ministerieel besluit vervangt. Er wordt in overweging gegeven in artikel 10 van het bovengenoemde koninklijk besluit van 24 januari 1969 een bepaling met hetzelfde doel in te voegen.

Artikel 4.

In de Franse tekst van de ontworpen bepaling zijn de woorden "le Ministre peut requérir le concours médical du Service de santé administratif" niet deugdelijk. Volgens het verslag aan de Koning kan de Administratieve Gezondheidsdienst immers altijd weigeren het medisch dossier over te leggen als bepaalde elementen uit dat dossier het "medisch beroepsgeheim" raken. Die overweging leidt ertoe in de twee versies van de ontworpen tekst een nadere bepaling in te voegen die de bewaring van het medisch beroepsgeheim verzekert.

Voor de ontworpen bepaling wordt derhalve de volgende tekst voorgesteld :

"Artikel 9bis. In geval van subrogatie van rechtswege, zoals bepaald in artikel 14, § 3, van de wet, kan de Minister een beroep doen op de geneeskundige medewerking van de Admi-

.../...

nistratieve Gezondheidsdienst. Deze is in iedere procedure, zowel in der minne als in een geschil, verplicht daaraan gevolg te geven, behoudens hetgeen vereist is ter bewaring van het medisch beroepsgeheim".

Artikel 5.

In paragraaf 4, tweede lid, van de ontworpen tekst is het woord "onverwijld" te vaag en van die aard dat de rechten van de betrokkenen in gevaar kunnen komen. Voorgesteld wordt voor de neerlegging van de geneeskundige conclusies een termijn te stellen.

Rekening houdend met die opmerking en met die welke bij artikel 3 is gemaakt, wordt voor het artikel de volgende redactie voorgesteld :

"Artikel 5.-

In artikel 10 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 13 november 1973, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In paragraaf 1 worden de woorden "te rekenen van de ministeriële beslissing of van het eindvonnis" vervangen door de woorden "te rekenen van de ministeriële beslis-

.../...

sing, van de kennisgeving tot vaststelling van het akkoord zoals bepaald is in artikel 9, vierde lid, of van een beslissing die in kracht van gewijsde is gegaan" (1).

2° Het artikel wordt aangevuld met een paragraaf 4, luidend als volgt :

"§ 4. Indien geen aanvraag tot herziening is ingediend, vraagt de Minister ambtshalve en uiterlijk zes maanden vóór het verstrijken van de herzieningstermijn aan de Administratieve Gezondheidsdienst dat hij de getroffene onderzoekt.

De geneeskundige conclusies worden ten minste ... vóór het verstrijken van de herzieningstermijn, aan de Minister en aan de getroffene medegedeeld. Op grond van die conclusies kunnen de getroffene of de overheid een aanvraag tot herziening indienen overeenkomstig paragraaf 2 of paragraaf 3".

.../...

---

(1) Cf. Gerechtelijk Wetboek, artikel 28.

Artikel 6.

De volgende redactie wordt voorgesteld :

"Artikel 6.-

In artikel 11 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 13 november 1973, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° Paragraaf 1 wordt aangevuld met het volgende lid :

"De beslissing van de Administratieve gezondheidsdienst wordt neergelegd in een ministerieel besluit en ter kennis gebracht van de getroffene".

2° In paragraaf 2 worden de woorden "ten gevolge derin § 3, van artikel 10, vermelde aanvraag tot herziening" vervangen door de woorden : "ten gevolge van de aanvraag tot herziening of van het verzoek om geneeskundig onderzoek die onderscheidenlijk in artikel 10, § 3 en § 4 worden bedoeld".

Artikel 7.

Voorgesteld wordt het artikel in tweeën te splitsen, waarbij artikel 7 de eerste paragraaf van het ontwerp zou bevatten, en artikel 8, de tweede paragraaf.

Als op die wenk wordt ingegaan, moeten de daaropvolgende artikelen worden vernummerd.

Artikel 9 (dat artikel 10 wordt).

In het ontworpen artikel 18, dienen de woorden "van dit besluit" te vervallen.

.../...

Artikel 10 (dat artikel 11 wordt).

De volgende redactie wordt voorgesteld :

"Artikel 11.-

In artikel 21 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 25 augustus 1971, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° ... (zoals in 1° van het ontwerp).

2° Het artikel wordt aangevuld met een vierde lid, dat als volgt luidt :

"... (voorts zoals in de ontworpen bepaling onder 2°, met dien verstande dat in de Franse tekst "passée en force de chose jugée" moet worden geschreven".

Artikel 12 (dat artikel 13 wordt).

Voorgesteld wordt de ontworpen bepaling als volgt te stellen :

"Artikel 23. Het kapitaal is opeisbaar vanaf :

1° de in artikel 12, § 1, eerste lid, van de wet bedoelde aanvraag;

2° het verstrijken van de herzieningstermijn ... (voorts zoals in 2° van het ontwerp, met dien verstande dat in de Franse tekst "passée en force de chose jugée" moet worden geschreven)".

.../...

Artikel 13 (dat artikel 14 wordt).

De huidige tekst van artikel 32 van het koninklijk besluit van 24 januari 1969 maakt voorbehoud voor de op dat besluit gerechtigden wier statuut door de wet wordt bepaald. Dit voorbehoud moet worden gehandhaafd, want de Koning vermag geen wijziging te brengen in het recht op wedde, zoals dat uit wetsbepalingen volgt.

De volgende redactie wordt voorgesteld :

"Artikel 14.-

Artikel 32 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 25 augustus 1971, wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Artikel 32. De personeelsleden die onder dit besluit vallen en wier statuut door de Koning, door de Minister of door enige andere administratieve overheid kan worden bepaald, behouden tijdens de periode van tijdelijke ongeschiktheid, de bezoldiging die hun op grond van hun arbeidsovereenkomst of hun statuut verschuldigd is".

Artikel 14 (dat artikel 15 wordt).

De inleidende volzin zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"Een artikel 32bis, luidend als volgt, wordt in hetzelfde besluit ingevoegd :".

.../...

Artikel 17 (dat artikel 18 wordt).

De volgende redactie wordt voorgesteld :

"Artikel 18.-

In artikel 9, § 2, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 10 oktober 1973 worden de woorden "dan wel overeenkomstig de wet van 6 juli 1971 houdende oprichting van de Regie der Posterijen" vervangen door de woorden "dan wel overeenkomstig de wet van 1 juli 1971 houdende oprichting van de Regie voor maritiem transport, of de wet van 6 juli 1971 houdende oprichting van de Regie der Posterijen".

Artikel 18 (dat artikel 19 wordt).

Om de reden die in de opmerking bij artikel 4 van het ontwerp is opgegeven, wordt voor het ontworpen artikel 9bis de volgende redactie voorgesteld :

"Artikel 9bis. In geval van subrogatie van rechtswege, zoals bepaald in artikel 14, § 3, van de wet, kan de overheid een beroep doen op de geneeskundige medewerking van de geneeskundige dienst. Deze is in iedere procedure, zowel in der minne als in een geschil, verplicht daaraan gevolg te geven, behoudens hetgeen vereist is ter bewaring van het medisch beroepsgeheim".

Artikel 19 (dat artikel 20 wordt).

In de Franse tekst van de ontworpen paragraaf 4, eerste lid, dient "au Service médical" te worden geschreven in plaats van "au Service de santé administratif".

.../...

Voor het tweede lid van paragraaf 4 wordt de volgende redactie voorgesteld :

"De geneeskundige conclusies worden zo spoedig mogelijk aan de overheid en aan de getroffene medegedeeld. Deze kunnen op grond van die conclusies een aanvraag tot herziening indienen overeenkomstig paragraaf 2 of paragraaf 3".

Artikel 20 (dat artikel 21 wordt).

De volgende redactie wordt voorgesteld :

"Artikel 21.-

In artikel 13 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° Paragraaf 1 wordt aangevuld met het volgende lid :

"De beslissing van de geneeskundige dienst wordt neergelegd in een besluit van de overheid en ter kennis gebracht van de getroffene".

2° In paragraaf 2 worden de woorden "ten gevolge der in artikel 12, § 3, vermelde aanvraag tot herziening" vervangen door de woorden "ten gevolge van de aanvraag tot herziening of van het verzoek om geneeskundig onderzoek die onderscheidenlijk in artikel 12, § 3 of § 4 worden bedoeld".

Artikel 23 (dat artikel 24 wordt).

Achteraan in het ontworpen artikel 19 dient "op degenen op wie dit besluit toepasselijk is" te worden geschreven.

Artikel 25 (dat artikel 26 wordt).

De volgende redactie wordt voorgesteld :

"Artikel 26.-

§ 1. Wanneer een beroepsziekte een ongeschiktheid veroorzaakt die een blijvend karakter vertoont, wordt de waarde

.../...

van de rente ... (voorts zoals in paragraaf 1, leden 1, 2 en 3, van artikel 25 van het ontwerp).

§ 2. Indien de gerechtigde in het in paragraaf 1 bepaalde geval gebruik maakt van het recht bepaald in artikel 12, § 1, eerste lid, van de wet ... (voorts zoals in paragraaf 2, leden 1 en 2 van artikel 25 van het ontwerp).

§ 3. In het in paragraaf 1 bepaalde geval, wordt het kapitaal uitgekeerd ... (voorts zoals in paragraaf 3 van artikel 25 van het ontwerp, met dien verstande dat in de Franse tekst van 2° "la décision passée en force de chose jugée" moet worden geschreven)".

Artikel 26 (dat artikel 27 wordt).

Dit artikel zou beter als volgt luiden :

"Artikel 27.-

§ 1. De artikelen 11, 12, 13 en 26 van dit besluit hebben uitwerking met ingang van 6 april 1984.

De artikelen 11 en 13 zijn evenwel niet van toepassing op de arbeidsongevallen, op de ongevallen op de weg naar en van het werk en op de beroepsziekten indien de datum van de consolidatie of het tijdstip waarop de ongeschiktheid een blijvend karakter gaat vertonen, vóór 6 april 1984 ligt.

§ 2. Artikel 18 van dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 maart 1974.

§ 3. De overige artikelen van dit besluit treden in werking de eerste dag van de maand volgend op die gedurende welke het in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt.

.../...

De artikelen 7, 8, 9, 10 en 22 zijn evenwel niet van toepassing op de arbeidsongevallen, de ongevallen op de weg naar en van het werk en de beroepsziekten indien de datum van de consolidatie of het tijdstip waarop de ongeschiktheid een blijvend karakter gaat vertonen, vóór de in het eerste lid bepaalde datum ligt".

---

La chambre était composée de

Messieurs : J. LIGOT, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

A. VANWELKENHUYZEN, conseillers d'Etat,
P. FINCOEUR, staatsraden,

Cl. DESCHAMPS, assesseurs de la section de législation,

J. DE GAVRE assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : M. VAN GERREWEY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. A. VANWELKENHUYZEN.

Le rapport a été présenté par M. Ch. MENDIAUX, premier auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. A. VANWELKENHUYZEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. Ch. MENDIAUX, eerste auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. VAN GERREWEY. J. LIGOT.